

[Texte]

Dr. Rolland Poirier seemed to indicate that if it did happen that the cost of loans would increase by one per cent or more for farmers in particular areas; this would be particularly bad for farmers. Is this what is going to happen?

• 1000

Mr. Wise: Mr. Chairman, in response to the honorable member's question, just let me utilize this opportunity, once again, to tell to the world that it is not the intention of this Minister of Agriculture or the Prime Minister of this government to privatize the Farm Credit Corporation. At the moment the department is putting together a cabinet document and, when that is completed, and I hope it will be completed within the next week or 10 days, I will be taking that cabinet document to my cabinet colleagues for approval. A few minor changes have been made, but is very similar to the bill that was on the Order Paper, I believe, by the previous government. Its intent would be to amend the existing farm credit legislation to allow the Corporation to receive some of its funds from non-government sources. That has been misinterpreted and perhaps events and comments and the attention shown towards the privatization of a number of Crown corporations has encouraged this, I suppose, that the Farm Credit Corporation was on the list of the government's privatization plans. That is not the case, it has never been the case, and it will not be the case.

Mr. Hovdebo: Is that study going to be available to this Committee?

Mr. Wise: I am not talking about a study, sir. I am talking about a cabinet document that will hopefully be accepted and eventually lead to legislation.

It is rather interesting, just on that very point, because I remember, back when I was the agricultural critic for the opposition party, calling the officials of the Farm Credit Corporation together and inviting rural caucus members into my office. We went over the proposed bill clause by clause and we had reached the decision that we would support that piece of legislation while in opposition. This position was telegraphed to the former minister and we asked the former minister if he could persuade the government House Leader to bring forth the bill, we could deal with that particular piece of legislation, perhaps with one or two speakers, we could move it into committee, and that bill would have been law today. However, apparently the former minister was not able to schedule the time with his House Leader. This has happened before. I can recall back a number of years ago that a piece of legislation, because of the fact that we had taken the position that we would not delay it, that we would support it, we met and telegraphed our position to the government, the legislation was brought forward, moved to the House in about an hour and a half, we called a special committee, the standing committee, and it was moved through the standing committee in one meeting. The same could have been done.

Mr. Hovdebo: There is another kind of privatization which could happen that would also result in the increase of interest

[Traduction]

M. Rolland Poirier a eu l'air de dire que si cela se produisait, les coûts des prêts accordés aux agriculteurs augmenteraient de 1 p. 100 ou davantage dans certaines régions et cela serait très mauvais pour eux. Est-ce qu'on prévoit le faire?

M. Wise: Monsieur le président, en réponse à la question de l'honorable député, je vais profiter de l'occasion qui m'est offerte pour réitérer, une fois de plus, que cela n'est l'intention ni du ministre de l'Agriculture ni du premier ministre de ce gouvernement, que de se débarrasser de la Société du crédit agricole. En ce moment, le ministère élabore un document à soumettre au Cabinet, et lorsqu'il sera achevé, et j'espère que cela sera d'ici une dizaine de jours, je le soumettrai à mes collègues du Cabinet, pour obtenir leur approbation. En dépit de quelques modifications, il ressemble beaucoup au projet de loi inscrit au Feuilleton par le gouvernement précédent, je crois. Il vise à faire modifier la loi actuelle portant sur le crédit agricole afin de permettre à la Société de recevoir une partie de ces fonds de sources autres que gouvernementales. On a peut-être mal interprété cet objectif et le fait qu'on parle de la privatisation d'un certain nombre de sociétés de la Couronne et qu'on accorde beaucoup d'attention à cette question a peut-être fait croire que la Société de crédit agricole faisait partie des organismes qui seraient vendus au secteur privé. Ce n'est pas le cas, cela ne l'a jamais été et ne le sera pas.

M. Hovdebo: Le Comité pourra-t-il obtenir des exemplaires de cette étude?

M. Wise: Il ne s'agit pas d'une étude, monsieur, mais d'un document du Cabinet qui, je l'espère, sera accepté, et servira de base à un projet de loi.

A ce sujet, je me rappelle un fait intéressant. Lorsque j'étais critique en matière d'agriculture pour le parti de l'Opposition, j'avais invité les administrateurs de la Société du crédit agricole ainsi que les députés membres du caucus rural à mon bureau. Nous avons examiné le projet de loi, article par article, et avons décidé de l'appuyer, cela alors que nous étions dans l'Opposition. Cette décision a été télégraphiée à l'ancien ministre et nous lui avons demandé s'il pouvait persuader le Leader du gouvernement à la Chambre de présenter le projet de loi en question. Nous aurions pu alors expédier son étude, en faisant intervenir peut-être un ou deux orateurs, nous aurions pu le renvoyer au comité, et aujourd'hui cette proposition serait une loi, elle aurait été adoptée. Toutefois, il semble que l'ancien ministre et le Leader de la Chambre n'aient pas été en mesure de réserver une période à cela. Cela n'est d'ailleurs pas la première fois qu'une telle chose s'est produite. Je me souviens qu'il y a des années, étant donné que nous appuyons un certain projet de loi et avons décidé de ne pas retarder les choses, nous nous étions rencontrés et avons télégraphié notre position au gouvernement, le projet de loi a été présenté, la procédure à la Chambre a duré environ une heure et demie, puis nous avons convoqué une réunion d'un comité permanent, et on a réussi à expédier la chose en une séance. Par conséquent, la même chose aurait pu se produire la dernière fois.

M. Hovdebo: Il existe une autre forme de privatisation qui pourrait également faire monter les taux d'intérêt, bien que